



Gouvernement du Rwanda

Ministère des finances et de la planification économique



Economic Commission for Africa
Commission économique pour l'Afrique
1958 - 2018

22^e réunion du Comité intergouvernemental d'experts (CIE) Bureau sous-régional pour l'Afrique de l'Est (SRO-EA)

Mise en œuvre de la Zone de libre-échange continentale en Afrique de l'Est: de la vision à l'action

Note d'orientation pour la réunion du Groupe ad hoc d'experts :
Contraintes de la balance des paiements sur la croissance
économique en Afrique de l'Est et leur pertinence pour la
ZLECA

21- 22 novembre 2018

Kigali Convention Centre

Rwanda

I. Contexte

Depuis la fin des années 80, l'on a assisté à un foisonnement de littérature et de travaux de recherche sur les macro-déterminants de la croissance économique, tentant de comprendre et d'expliquer les différences entre les taux de croissance et les revenus par habitant d'un pays à l'autre dans le monde (ex. Barro, 1991 ; Barro and Sala-i-Martin, 1995; Easterly et al., 1997).¹. Historiquement, les pays qui ont atteint et maintenu des taux de croissance élevés ont été en mesure de financer leur croissance sans se heurter à ce que Thirlwall (1979) appelle la contrainte de la balance des paiements, dont le postulat est : *« aucune économie ouverte ne peut se développer plus rapidement, sur le long terme, que le taux correspondant à l'équilibre de la balance des paiements du compte courant, à moins qu'elle ne puisse financer des déficits toujours croissants »* En outre, ces pays ont également maintenu des taux élevés d'épargne intérieure.

La pertinence d'une grande partie de ces travaux pour les pays africains a été moins évidente (Jerven, 2015). Développés pour la plupart dans un cadre connu sous le nom de "théorie de la croissance endogène", les grands modèles de séries chronologiques couvrant plusieurs pays se sont principalement concentrés sur un ensemble de variables - le revenu initial par habitant (pour voir si une "convergence" a eu lieu avec des pays à revenu élevé), les ratios épargnes/investissements, la croissance démographique, l'éducation (en tant qu'indicateur du capital humain), la consommation publique, l'instabilité politique, les variables monétaires et budgétaires, les variables commerciales et l'inflation. De plus en plus, ces modèles ont également incorporé des variables pour rendre compte de la qualité de la gouvernance (par exemple, Easterly et Levine, 2003; Acemoglu et Robinson, 2001).

Toutefois, l'on note avec une certaine perplexité que malgré la sophistication croissante des modèles et des méthodologies, ces travaux empiriques n'ont pas permis d'expliquer les performances de croissance du continent africain. Une grande partie des travaux

¹ Pour des synthèses et discussions sur ces travaux antérieurs, voir Agenor (2004) pour une analyse orthodoxe, et Thirlwall (2011) pour une approche plus hétérodoxe.

antérieurs se concentrait simplement sur une perception de l'échec de l'Afrique en introduisant une « variable nominale Afrique ».

Dans le cadre d'une étude contextuelle pour la présente réunion du Groupe ad hoc d'experts,

- a) Nous explorons les principaux facteurs de la contrainte de la balance des paiements dans la région, en nous concentrant plus particulièrement sur l'approche keynésienne motivée par Thirlwall.

- b) Nous construisons un modèle économétrique pour expliquer la croissance en Afrique de l'Est, en empruntant à la littérature susmentionnée sur la croissance endogène, *mais en nous concentrant plus spécifiquement sur la manière dont la croissance a été financée*. Plusieurs raisons justifient cette approche :
 - En dépit des revenus moyens par habitant qui restent encore faibles, l'Afrique de l'Est affiche depuis le début des années 2000 de fortes performances - bien au-dessus des moyennes mondiale et africaine, et proche des économies les plus dynamiques d'Asie de l'Est et du Sud-Est (Chine et Vietnam par exemple). Cela en fait une bonne étude de cas des déterminants d'une croissance économique soutenue dans un environnement à faible revenu.
 - Dans leur importante contribution à la littérature, Prasad et al. (2007) constatent que plus un pays en développement finance son investissement par son épargne intérieure, plus il croît rapidement. Inversement, plus le financement extérieur est important, plus lente est la croissance. Tout en affichant une forte trajectoire de croissance globale, l'Afrique de l'Est a généralement eu du mal à mobiliser des ressources suffisantes auprès de sources nationales et a donc été contrainte de s'appuyer fortement sur des entrées de capitaux étrangers (APD, envois de fonds et, de plus en plus, des IDE) pour financer ce processus de croissance. En conséquence, la plupart des pays de la région continuent de faire face à des déficits importants de leur

compte courant, révélateurs d'une faible épargne intérieure. La manière dont cela impacte la croissance a des implications sur la durabilité du processus de croissance en Afrique de l'Est

- Enfin, une grande partie de la littérature citée précédemment sur les causes de la croissance économique en Afrique subsaharienne utilise en réalité des données antérieures à la fulgurante croissance des années 2000. Les déterminants peuvent avoir changé par la suite. La présente étude utilise des données couvrant l'ensemble de la période de croissance rapide depuis 2001-2002 et commençant en 1990.

II. Les objectifs de la réunion du Groupe ad hoc d'experts (AEGM)

Les participants seront invités à contribuer au débat et à examiner les questions suivantes;

- a) Quelles sont les causes et les conséquences économiques des contraintes de la balance des paiements dans notre sous-région ?
- b) Que révèle l'analyse empirique au sujet des déterminants du déficit de financement pour la croissance et le développement de la région ?
- c) Quelles mesures politiques peuvent être mises en œuvre pour remédier aux déficits commerciaux persistants qui affligent la région ?

III. Programme provisoire

Mercredi 21 novembre 2018

Après une présentation initiale par Andrew Mold et Laura Naliaka (CEA), la session se poursuivra avec des discussions en groupe. Les participants peuvent être invités à faire de brèves présentations basées sur l'expérience de leurs pays respectifs.

Présentations et panelistes :

- Andrew Mold, Directeur par intérim, Bureau pour l'Afrique de l'Est, CEA.
- Monique Nsanzabaganwa, Vice-gouverneur de la Banque nationale du Rwanda.
- Brad McDonald, Directeur adjoint, Division de la politique extérieure, FMI.
- Mulu Gebreeyesus Gebreyohanness, Chercheur principal, Institut éthiopien de recherche pour le développement.
- Anthony Mveyange, Directeur de la recherche et de l'impact, TradeMark East Africa.
- Enock Nyorekwa Twinoburyo, économiste principal, Centre des ODD pour l'Afrique.

IV. Participation

L'AEGM sera l'occasion d'une rencontre entre des experts - économistes, économétriciens et décideurs - des pays d'Afrique de l'Est et des représentants du secteur privé, d'organisations de la société civile ainsi que d'autres institutions compétentes. Pour de plus amples informations et d'éclaircissements, veuillez contacter M. Andrew Mold mold@un.org

Références

Acemoglu, D. and Robinson, J. (2001). *The Colonial Origins of Comparative Development: An Empirical Investigation*. The American Economic Review, 91 (5), 1369-1401

Barro, R. (1991). *Economic Growth in a Cross Section of Countries*. The Quarterly Journal of Economics, Oxford University Press, 106(2), 407-443

Barro, R. and Sala-i-Martin, X. (1995) *Economic Growth*. McGraw-Hill, New York.

Easterly, W., Loayza, N. and Peter, M. (1997). *Has Latin America's Post Reform Growth Been Disappointing?* Journal of International Economics, 43 (3-4), 287-311.

Jerven, M. (2015). *Africa: Why Economists Get It Wrong*. London: Zed Books

Prasad, E., Rajan, R. and Subramanian, A. (2007). *Foreign Capital and Economic Growth*. NBER Working Paper No. 13619

Thirlwall A. (2011). *Balance of Payments Constrained Growth Models: History and Overview*. PSL Quarterly Review, 64 (259), 307-351

Thirlwall, A. (1979). *The balance of payments constraint as an explanation of international growth rate differences*. BNL Quarterly Review